

Communiqué de presse

L'UNSA ÉDUCATION PACA APPELLE AU BOYCOTT DES CTPa

Lors de son bureau régional qui s'est tenu le Jeudi 6 Janvier l'UNSA EDUCATION PACA a décidé de ne pas siéger lors des CTPa du 18 janvier pour l'Académie d'Aix-Marseille et le 20 janvier pour celle de Nice.

Elle appelle les autres organisations syndicales à faire de même.

Lors de ces CTPA il va être question entre autre, de la répartition des moyens des personnels d'enseignement du 1^{er} et du 2nd degré, des administratifs et des emplois d'infirmiers.

Il va surtout s'agir d'entériner des mesures nationales de suppression d'emplois au niveau local

Encore 16000 adultes en moins dans le budget 2011.

C'est inacceptable !!!!!!!!!!!

Comment, en effet, accepter de faire des économies sur le dos des élèves de l'école publique en supprimant autant de postes alors que les effectifs d'élèves repartent à la hausse.

Supprimer des postes, c'est remettre en cause la qualité de l'éducation et la réussite de tous les élèves.

Nous n'acceptons pas non plus l'amendement adopté par le Sénat et proposé par le Sénateur UMP J.C. Carle qui transfère 4 millions d'euros du budget prévu pour les Inspections Académiques et les Rectorats à l'Enseignement Privé, ce qui aurait permis de créer 250 postes.

La rigueur ne s'applique donc qu'au service public d'éducation qui voit ses moyens réduits, ce qui va le mettre encore plus en difficulté alors qu'il accueille tous les élèves dans tous les quartiers.

L'UMP épargne les établissements privés et met en difficulté l'Ecole de la Nation, celle qui rassemble sans distinction d'origine, de fortune, et de croyance les élèves de notre pays.

C'est un nouveau coup porté à la laïcité que nous ne pouvons pas tolérer.

Il est temps de comprendre que toutes ces attaques contre l'école sont le fruit d'une longue réflexion idéologique qui vise à casser notre système éducatif non pas pour l'intérêt des élèves mais, sous couvert de rigueur budgétaire, afin de mettre en place un autre système, à deux vitesses celui-là, qui fait la part belle au privé.

Pour toutes ces raisons, nous ne siégerons pas dans les CTPA afin de montrer notre désaccord avec cette politique et nous appelons aussi tous les personnels à se mobiliser le 22 Janvier.